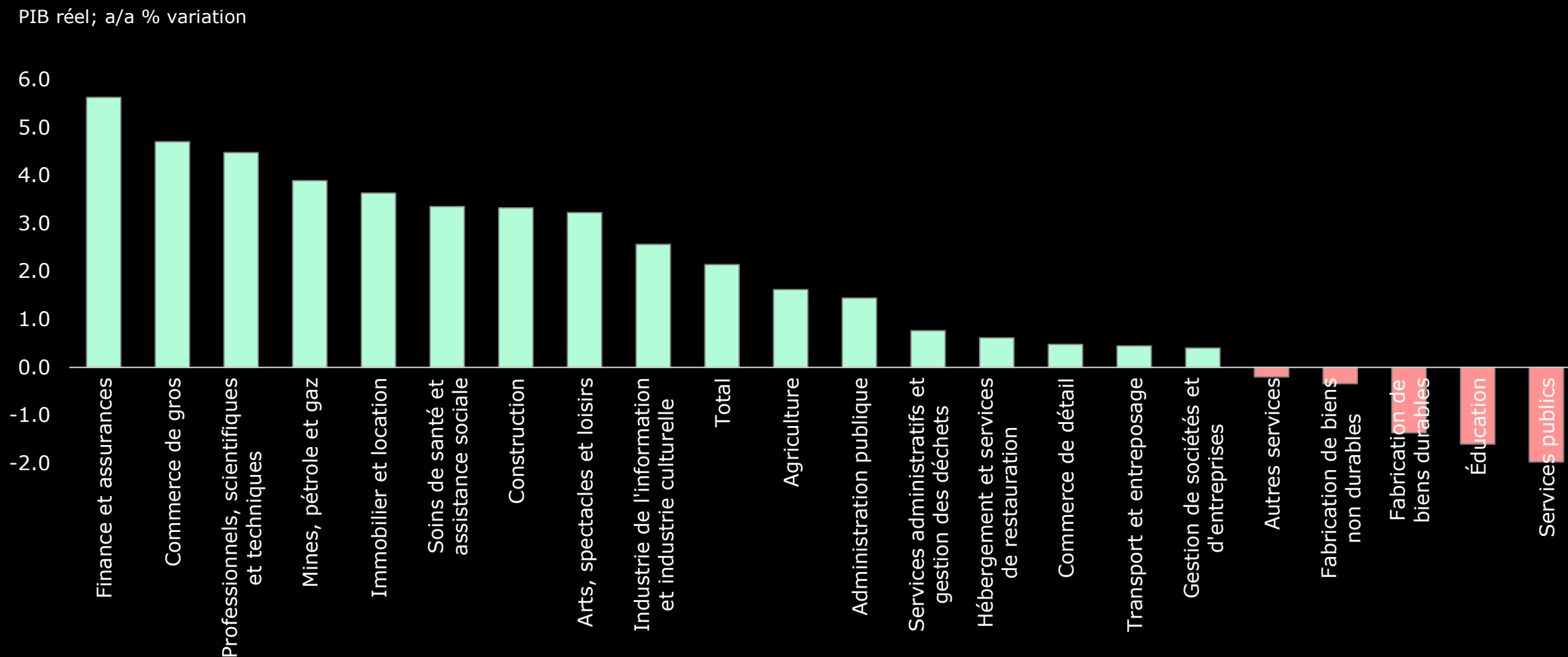


Prévisions économiques et financières canadiennes

Mise à jour — mai 2020

Classement par secteur : performance pré-pandémie

La fabrication, les transports et les services publics se contractaient déjà avant le choc économique



Remarque: Données de Janvier 2020.

Sources: Statistique Canada. Calculs par Deloitte Services-conseils en économie.

Résumé des prévisions macroéconomiques

Scénario de base

- Après une contraction de 10 %, sur une base annualisée, au premier trimestre de 2020, la production économique canadienne devrait chuter au deuxième trimestre, en raison du confinement dans toutes les régions du pays et de la chute des prix du pétrole. Le produit intérieur brut réel devrait se contracter de plus de 50 % en termes annualisés au cours du deuxième trimestre.
- Cependant, alors que la courbe des nouveaux cas de la COVID-19 s'aplatit dans une grande partie du pays, les gouvernements provinciaux ont commencé à annoncer des plans précisant le calendrier de réouverture de leur économie, la plupart d'entre eux ayant l'intention de commencer en mai. Il convient de souligner que la réouverture sera échelonnée dans le temps et que l'activité économique restera faible tout au long de l'été. Nous nous attendons à ce que l'élan s'accélère au cours des troisième et quatrième trimestres de 2020, et qu'ils devraient chacun enregistrer une croissance à deux chiffres. Malgré les gains importants qui dureront jusqu'au début de l'année prochaine, nous ne nous attendons pas à ce que le niveau de l'activité économique atteigne son niveau d'avant la COVID-19 avant le début de 2022.
- Les efforts de confinement de la pandémie se feront sentir dans l'ensemble de l'économie, mais les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre seront les plus touchés. Les dépenses en services, généralement plus stables que de la catégorie des dépenses personnelles, devraient diminuer de plus de 60 % (sur la base du taux de croissance annuel composé). Les achats de marchandises des ménages connaîtront également un affaiblissement, mais demeurent soutenus par les achats d'épicerie, de médicaments et de produits d'hygiène personnelle. Les achats d'autres produits seront en grande partie limités au commerce électronique.
- L'importante baisse des prix du pétrole brut, avec la référence WTI qui est passée de 60 \$ US le baril au début de l'année à environ 15 \$ US le baril à la fin d'avril, stoppera nettement les dépenses en capital et conduira à une contraction profonde dans le secteur de l'énergie déjà affaibli. Les investissements dans les structures non résidentielles tomberont à des niveaux inégalés depuis la Grande Récession de 2008/2009. Il est peu probable que la surabondance sur les marchés pétroliers se rééquilibre avant un certain temps, limitant tout rebond de l'investissement des entreprises même après que le reste de l'économie ait commencé à récupérer. La reprise des investissements non énergétiques sera limitée par l'incertitude quant à la demande future et par la détérioration brutale des finances des entreprises.
- Les mesures inédites de relance monétaire et budgétaire sans précédent ne peuvent pas arrêter la contraction, mais devraient aider l'économie à éviter une dépression et à réduire le risque de déflation. Au fur et à mesure que la reprise se poursuit, la Banque du Canada devrait mettre fin à ses mesures de soutien des liquidités, comme l'achat de titres de dette du gouvernement et des entreprises, mais elle gardera les taux d'intérêt à leur niveau exceptionnellement bas. Sur le plan budgétaire, les mesures de relance annoncées jusqu'à présent ont été spectaculaires et d'autres politiques seront annoncées alors que les gouvernements chercheront à stimuler la croissance pendant la reprise.
- Malgré leur ampleur sans précédent, nous ne nous attendons pas à ce que les mesures de relance monétaire ou budgétaire créent un problème d'inflation à moyen terme. Toutefois, les mesures de soutien budgétaire entraîneront des déficits et des niveaux d'endettement considérablement plus élevés dans tous les ordres de gouvernement. En fait, l'effet de levier accru constituera un obstacle économique majeur dans le monde de l'après COVID-19, à mesure que les ménages, les entreprises et les gouvernements canadiens deviendront beaucoup plus endettés.

Tableau des prévisions macroéconomiques

Scénario de base

Tableau 1: PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES CANADIENNES															
	2019				2020				2021				2019	2020	2021
	T1A	T2A	T3A	T4A	T1E	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
PIB réel par dépenses															
Produit intérieur brut	1,0	3,4	1,1	0,3	-10,2	-51,5	19,3	36,7	13,2	8,6	5,8	4,4	1,6	-10,8	9,3
Dépenses personnelles	2,4	0,4	2,0	1,9	-10,1	-50,7	12,3	38,5	9,6	7,6	5,6	5,1	1,6	-10,9	7,9
• Durables	4,8	-2,6	1,4	-0,2	-12,5	-52,2	15,3	56,1	13,7	9,7	6,1	4,0	0,6	-11,6	11,8
• Services	2,4	1,0	2,3	3,4	-14,3	-62,1	11,4	56,7	11,4	9,1	7,2	7,0	2,1	-15,2	9,3
Structures résidentielles	-3,1	6,4	13,0	1,1	-4,4	-48,7	-12,3	78,3	33,1	20,8	11,6	4,8	-0,6	-8,8	18,7
Investissement fixe non résidentiel	5,5	-1,4	8,3	-3,1	-8,1	-51,5	-11,1	31,2	21,4	13,3	7,6	4,0	-0,7	-13,8	7,4
• Structures non résidentielles	4,4	4,3	11,2	-1,7	-11,8	-57,6	-13,2	-3,3	8,9	7,1	4,5	2,9	0,9	-17,6	-4,1
• Machinerie et outillage	42,7	-23,2	-2,6	-13,5	-8,3	-43,1	-8,5	16,7	21,4	8,4	3,7	3,5	-1,4	-16,0	5,2
Gouvernement	2,8	0,7	2,1	0,5	2,3	0,9	2,6	3,0	3,0	2,6	2,2	1,9	1,6	1,7	2,6
Exportations	-4,0	10,6	-0,6	-5,1	-8,7	-56,6	28,7	57,2	11,3	6,4	4,1	3,3	1,2	-11,3	11,2
Importations	8,3	-4,1	-0,2	-2,5	-5,6	-42,1	21,2	37,9	4,4	2,2	2,0	2,2	0,3	-7,6	7,0
Prix															
Indice des prix à la consommation (a/a % variation)	1,6	2,1	1,9	2,1	1,8	0,7	1,0	1,3	1,5	2,4	2,1	2,1	2,0	1,3	2,0
Déflateur du PIB	4,5	4,5	0,4	4,1	0,6	-2,8	2,4	3,6	2,3	2,0	1,9	1,8	1,9	1,2	2,1
Marché du travail															
Emploi (variation t/t en milliers)	3,0	2,6	1,1	0,5	-1,5	-4,1	2,2	3,2	0,7	0,8	0,6	0,6	2,1	-0,3	1,0
Taux de chômage (%)	5,8	5,6	5,6	5,7	6,3	8,4	7,8	7,2	6,8	6,7	6,6	6,5	5,7	7,4	6,7

Remarque : À moins d'être notés autrement, tous les chiffres sont sous forme de taux de croissance annuel composé. Sources : Statistique Canada. Prévisions de Deloitte Services-conseils en économie, 25 avril 2020

Tableau des prévisions macroéconomiques

Scénario de base

Tableau 2 : PRÉVISIONS FINANCIÈRES

	2019				2020				2021				2019A	2020	2021
	T1A	T2A	T3A	T4A	T1E	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Taux d'intérêt															
Taux cible du financement à un jour	1,75	1,75	1,75	1,75	1,48	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,50	1,75	0,25	0,50
Rendement des bons du Trésor à 3 mois	1,67	1,66	1,65	1,66	0,21	0,20	0,20	0,20	0,25	0,30	0,40	0,65	1,66	0,20	0,65
Rendement des obligations gouv. à 2 ans	1,55	1,47	1,58	1,69	0,42	0,35	0,45	0,50	0,55	0,65	0,75	0,85	1,69	0,50	0,85
Rendement des obligations gouv. à 5 ans	1,52	1,39	1,40	1,68	0,60	0,45	0,50	0,60	0,70	0,80	0,90	1,00	1,68	0,60	1,00
Rendement des obligations gouv. à 10 ans	1,62	1,46	1,37	1,70	0,71	0,55	0,65	0,75	0,85	1,00	1,10	1,25	1,70	0,75	1,25
Gradients de la courbe de rendement															
3 mois vs 10 ans (points de pourcentage)	-0,05	-0,20	-0,28	0,04	0,50	0,30	0,40	0,55	0,60	0,70	0,70	0,60	0,04	0,55	0,60
2 ans vs 10 ans (points de pourcentage)	0,07	-0,01	-0,21	0,01	0,29	0,20	0,20	0,25	0,30	0,35	0,35	0,40	0,01	0,25	0,40
Change															
USD/CAD	1,34	1,31	1,32	1,30	1,42	1,39	1,39	1,38	1,37	1,36	1,35	1,35	1,30	1,38	1,35
Cents US	74,8	76,4	75,5	77,0	70,5	71,8	72,0	72,5	73,0	73,5	74,1	74,1	77,0	72,5	74,1

Remarque : Sauf indication contraire, tous les chiffres sont sous forme de pourcentage et sont cités comme étant de fin de période.

Sources : Statistique Canada, Banque du Canada. Prévisions de Deloitte Services-conseils en économie, 25 avril, 2020.

Résumé des prévisions provinciales

Scénario de base

- Aucune région ne sera épargnée par la récession, le ralentissement se faisant sentir d'un océan à l'autre, toutes les provinces et tous les territoires mettant en œuvre des efforts de confinement de la pandémie. Toutefois, l'ampleur du ralentissement variera d'un pays à l'autre en fonction du moment et de la portée des efforts de confinement ainsi que de la composition industrielle.
- Les régions productrices d'énergie seront les plus durement touchées, les trois provinces riches en pétrole ayant connu leur deuxième récession en seulement cinq ans. L'économie de Terre-Neuve-et-Labrador se contractera de 14,4 % cette année, affichant sa cinquième baisse annuelle en dix ans. L'Alberta (-14,1 %) et la Saskatchewan (-12,8 %) connaîtront également des ralentissements très profonds, leurs économies de ressources étant prévues pour une reprise prolongée, alors que les dépenses d'investissements sont suspendues et que les entreprises énergétiques mettent à jour leurs activités.
- Les provinces maritimes subiront également des déclin plus sévères que l'ensemble du pays. La dépendance au tourisme et, dans une moindre mesure, aux ressources, laissera l'Île-du-Prince-Édouard (-12 %), la Nouvelle-Écosse (-11,8 %) et le Nouveau-Brunswick (-11,2 %) vulnérables aux mesures de distanciation sociale et aux restrictions de voyage qui interdisent le tourisme.
- Le centre du Canada s'en tirera un peu mieux, même s'il est le cœur de la fabrication puisque l'activité économique en Ontario (-10,1 %) et au Québec (-10,3 %) restera soutenue par leurs industries de services à forte valeur ajoutée où le travail à domicile est possible - en particulier, les services professionnels, scientifiques et techniques et les services financiers. Ces secteurs sont plus petits au Manitoba (-11,1 %), qui s'en tirera un peu bien.
- La Colombie-Britannique (-9,3 %) surpassera le reste du pays, affichant la seule baisse à un chiffre. La chute de ses secteurs des ressources et du tourisme est soutenue par des projets d'infrastructure en cours, la prépondérance des services hautement qualifiés, la santé des finances provinciales et l'exposition à la Chine.

Tableau des prévisions provinciales

Scénario de base

Tableau 3: PRÉVISIONS DES PIB
PROVINCIAUX

	2019E	2020	2021
Canada	1,6	-10,8	9,3
Colombie-Britannique	1,7	-9,3	10,1
Alberta	0,4	-14,1	8,3
Saskatchewan	0,6	-12,3	9,6
Manitoba	1,2	-11,1	10,0
Ontario	1,6	-10,1	9,3
Québec	2,8	-10,3	9,1
Nouveau-Brunswick	0,8	-11,2	9,8
Nouvelle-Écosse	1,2	-11,8	10,3
Î.-P.-É.	2,7	-12,0	10,8
Terre-Neuve et Labrador	2,0	-14,4	7,6

Remarque : Tous les chiffres sont sous forme de taux de croissance annuel composé et aux prix du marché.

Sources : Statistique Canada. Prévisions de Deloitte Services-conseils en économie, 25 avril 2020.

Résumé des prévisions par secteur

Scénario de base

- Le ralentissement actuel est sans précédent, de par son ampleur et par ses répercussions sur les différents secteurs.
- Plusieurs des secteurs les plus durement touchés par le ralentissement actuel sont très cycliques. Mais, la suspension réglementée des services non essentiels a entraîné un fort déclin dans les secteurs qui ne sont généralement pas très cycliques. En effet, l'une des caractéristiques déterminantes de ce ralentissement est la faiblesse de nombreux secteurs de services.
- L'industrie minière, pétrolière et gazière, hautement cyclique, déjà en difficulté avant la COVID-19, verra la contraction la plus forte, avec une production en baisse de plus d'un quart cette année. Le secteur de l'énergie est unique, car l'incidence des efforts de confinement des pandémies est moins axée sur l'offre (pénurie de main-d'œuvre en raison de la distanciation sociale) et plus liée à l'effondrement de la demande domestique et à l'étranger, ce qui a entraîné une baisse spectaculaire des prix du pétrole brut. Avec la constitution de stocks et la capacité de stockage devenant un défi, ce secteur sera confronté à une offre excédentaire, même si l'économie mondiale s'améliore.
- Le secteur manufacturier, également très cyclique, devrait se contracter d'environ 16 % cette année car la demande mondiale, déjà faible avant la COVID-19, s'affaiblit davantage suite aux efforts d'éradication de la pandémie. Les problèmes liés à l'offre, tels que les pénuries de main-d'œuvre et de pièces, ont également aggravé la production dans la chaîne d'approvisionnement mondiale intégrée de fabrication de biens durables (-20,2 %) comme l'électronique, les machines et l'équipement de transport - la production automobile canadienne a diminué d'un tiers en mars. La fabrication de biens non durables (-11,5 %) s'en tirera mieux, soutenue par une demande robuste d'aliments et de boissons, de produits chimiques (savon, désinfectant, etc.) et de matériel médical (masques, gants, etc.)
- La construction (-14,2 %) est un autre secteur cyclique durement touché. Le déclin sera du côté résidentiel à mesure que les chantiers de construction ferment et que l'activité de rénovation est interrompue. Les mises en chantier sont demeurées robustes en mars, mais l'octroi de permis laisse présager une forte baisse de la construction de logements résidentiels.
- Les secteurs des services qui subissent les plus fortes baisses comprennent le tourisme, les services d'hébergement et de restauration. Bien que certains secteurs affichent une données, comme les soins de santé essentiels, l'épicerie et les pharmacies, les agrégats de l'industrie qui comprennent ces segments étroitement définis montrent toujours une baisse de la production. Par exemple, les ventes d'épiceries représentent un sixième des ventes dans la catégorie de la vente au détail où de nombreux détaillants connaissent des fermetures. Alors que la demande de soins de santé essentiels a augmenté, c'est le contraire pour les services de santé non essentiels, les gens restant à l'écart des cliniques et des hôpitaux en raison des risques.

Tableau des prévisions de l'industrie

Scénario de base

Tableau 4: PRÉVISIONS DU PIB PAR INDUSTRIE

	2019A	2020	2021
Total	2,3	-11,2	9,7
Agriculture	0,4	-3,5	4,1
Mines, pétrole et gaz	-5,0	-26,4	8,9
Services publics	0,8	-7,2	7,8
Construction	-0,4	-14,2	12,5
• Résidentiel	-2,0	-18,2	15,1
Fabrication	-0,1	-16,1	12,5
• Durables	0,2	-20,2	13,4
• Non durables	-0,4	-11,5	9,3
Commerce de gros	2,6	-12,3	10,8
Commerce de détail	1,0	-15,0	11,9
Transport et entreposage	1,4	-9,7	12,2
Information et culture	2,6	-8,3	9,7
Finance et assurance	2,9	-7,1	11,4
Services immobiliers et services de location et de location à bail	2,7	-2,2	3,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	4,5	-7,6	6,3
Gestion de sociétés et d'entreprises	-1,0	-8,8	4,9
Services administratifs et gestion des déchets	1,4	-15,8	11,3
Éducation	2,1	-11,2	13,8
Soins de santé et assistance sociale	3,2	-2,1	4,5
Arts, spectacles et loisirs	2,6	-20,4	18,7
Hébergement et services de restauration	2,4	-14,3	14,1
Autres services	1,5	-9,7	8,5
Administrations publiques	2,2	-1,5	2,6

Remarque : Tous les chiffres sont sous forme de taux de croissance annuel composé et aux prix de base.

Sources : Statistique Canada. Prévisions de Deloitte Services-conseils en économie, 25 avril 2020.



La présente publication ne contient que des renseignements généraux, et DTTL n’y fournit aucun conseil ou service professionnel dans les domaines de la comptabilité, des affaires, des finances, du placement, du droit ou de la fiscalité, ni aucun autre type de service ou conseil. La présente publication ne peut remplacer de tels conseils ou services professionnels, et vous ne devez pas vous appuyer sur son contenu pour prendre des décisions ou des mesures qui auraient une incidence sur votre entreprise. Avant de prendre des décisions ou des mesures qui peuvent avoir une incidence sur votre entreprise, vous devriez consulter un conseiller professionnel reconnu. DTTL n’est pas responsable des pertes que subirait une personne parce qu’elle se serait fiée au contenu de la présente publication.

Deloitte désigne une ou plusieurs entités parmi Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société fermée à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni (DTTL) ainsi que son réseau de cabinets membres dont chacun constitue une entité juridique distincte et indépendante. Aux États-Unis, DTTL (également appelé Deloitte Mondial) et chacun de ses cabinets membres sont des entités indépendantes et juridiquement distinctes. DTTL ne fournit pas de services à des clients. Pour en savoir plus: www.deloitte.com/about. Pour une description détaillée de la structure juridique de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses sociétés membres, voir www.deloitte.com/ca/apropos.

Les informations contenues dans les présentes ne visent pas à remplacer les conseils professionnels compétents.

© 2020 Deloitte LLP et ses entités affiliées.